

ECHOS DU NORD

Hebdomadaire Gabonais d'informations paraissant le lundi 10^e année



«Change. Believe»
Barack Obama

N°363 du Mercredi 2 Novembre 2016 - Prix : 600 F.CFA



Le putschiste Léon Nzouba se fait « voler » 25 millions dans un vol Air France

Lire en page 8



Le Maroc en ébullition

Lire en page 8

SCOLARITE

La rentrée des classes n'a pas eu lieu

Lire en P5

POLITIQUE

L'instable «Monsieur 0%»

Lire en P9

POLITIQUE

Terrorisme d'état sur l'Abbé Dimitr

Lire en P10

CRISE POST-ÉLECTORALE

La liste des personnes interdites dans l'espace Schengen

Lire en P2

Informé du décès tragique de nombreux citoyens camerounais, à la suite du déraillement d'un train voyageurs, le groupe Nord Edition présente à Son Excellence M. l'ambassadeur du Cameroun et à la communauté camerounaise vivant au Gabon ses condoléances les plus attristées et les assure de son soutien moral dans cette douloureuse épreuve.

A nos chers lecteurs et lectrices

Nous vous devons nos plates excuses pour avoir changé, sans vous prévenir, le jour de parution de votre journal, « Echos du Nord ». En effet, depuis début octobre, nous paraissions le mercredi, en signe de solidarité envers notre confrère « Le Mbandja », injustement suspendu par le Conseil national de la communication (CNC) pendant un mois. Dans les meilleurs délais, en plus de recommencer à paraître le lundi, « Echos du Nord » connaîtra des innovations en termes de contenu et de périodicité. Nous paraîtrons désormais trois fois par semaine : lundi, mercredi et vendredi. Nous vous remercions pour votre fidélité.

Valls- Mohammed VI

Le Gabon n'est pas une province du Maroc

Lire en page 3



LETTRE AU PEUPLE GABONNAIS

Mes chers compatriotes,

Cette lettre vient vous prévenir des pièges du dialogue politique proposé par l'imposteur Ali Bongo et accepté par un groupe de perfides sorciers politiques mus par des intérêts personnels. Notre démarche procède d'une volonté de ne plus vous voir être induits en erreur par ces personnages sulfureux. « *L'ennemi de l'aveugle ne le conduit pas sur un bon chemin* », disait mon grand-père.

Je vous exhorte à faire fi de ces traîtres. Il n'est pas question d'aller servir de décor au monologue démagogique d'Ali Bongo. Ce dernier ne répond pas aux exigences et aux attentes des Gabonais, qui souhaitent de tout cœur, dans l'ensemble, tourner une page de leur histoire. Si ces conditions ne sont pas réunies, le peuple décidera du sort à réserver aux magouilleurs et autres illusionnistes politiques qui constituent un obstacle rédhibitoire à la libération de notre pays. Mon aïeul disait : « *Si tu interdis au lézard de monter sur le mur, il montera sur toi.* »

Point n'est besoin de vous rappeler qu'Ali Bongo et son cénacle sont des déchets politiques qui gangrèment notre société et qui ne sont pas recyclables. Les laisser continuer de gouverner le Gabon, malgré sa défaite à l'élection présidentielle, n'est plus supportable. Le combat doit être mené sur tous les fronts. Il nous faut une action plus résolue. On ne peut pas détruire une dictature vieille de près de cinq décennies par nos seuls souhaits. « *L'acacia ne tombe pas à la volonté d'une chèvre maigre qui convoite ses fruits* », observait mon papy.

(Suite en page 2)

Le patron du Cedoc interpellé au B2

Le général Célestin Embinga, le patron de la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI), ex-Cedoc, a été interpellé dimanche dernier par la police politique de junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon. Il a été conduit à la direction de la contre-ingérence militaire (B2). Officiellement, la junte reprocherait à cet officier « des détournements de fonds collectés par la DGDI ». Une « importante somme d'argent aurait été retrouvée chez lui », selon un membre de la junte. « Tout comme chez certains de ses proches. »

On ne peut pas exclure une opération de manipulation visant sa mise à l'écart. L'officier serait puni pour « sa relative tiédeur » dans la mise en œuvre des tueries de masse par le régime. D'ailleurs, le nom de ce général, qui savait convaincre les activistes de la société civile par le dialogue, ne figure pas dans la plainte que Jean Ping a transmise à la communauté internationale et à la Cour pénale internationale (CPI) au titre des personnes qu'il faut sanctionner suite aux massacres postélectorales. Selon nos sources, les officiers qui ne figurent pas sur cette liste sont soupçonnés par les autres – les criminels – de faire partie des hommes qui renseignent le camp de Jean Ping pour ficeler ses dossiers. Dans l'interpellation du général, hors de toute procédure légale, des sources assurent que BOA lui-même a donné l'ordre en lieu et place du procureur militaire qui est requis en pareille circonstance.

Par ailleurs, dans la psychose qui s'est emparée de la junte sur l'imminence d'un coup d'État militaire, elle pense que Célestin Embinga « serait favorable » à une telle issue aux côtés de Léon Paul Ngoulakia.